

Burundi : Le Chef de l'ONU se félicite de son tête-à-tête avec Pierre Nkurunziza

UN News Centre, 23 février 2016 A Bujumbura, Ban Ki-moon salue la décision du Président burundais de relâcher 1.200 détenus. Au deuxième jour de sa visite à Bujumbura, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a salué la décision du Président burundais, Pierre Nkurunziza, de relâcher 1.200 personnes en détention, mesure qu'il a qualifiée de pas dans la bonne direction pour une résolution pacifique du conflit actuel. « Je me trouve au Burundi au moment où le pays est en crise. Nous ne pouvons pas nous permettre de le voir sombrer », a déclaré M. Ban lors d'une conférence de presse dans la capitale burundaise, suite à son entretien dans la matinée avec M. Nkurunziza.

Le Burundi traverse une grave crise politique depuis que son Président a pris la décision controversée de solliciter un troisième mandat présidentiel l'an dernier. M. Nkurunziza a ensuite été réélu en juillet 2015. Depuis le début de la crise politique, des centaines de personnes ont été tuées et des centaines de milliers d'autres ont trouvé refuge dans les pays voisins. « La société burundaise est ébranlée et plus de 240.000 personnes sont parties chercher refuge à l'étranger », a rappelé le Secrétaire général, tout en insistant sur les graves incidences socio-économiques de la crise actuelle sur une population déjà vulnérable. M. Ban s'est toutefois félicité d'avoir pu évoquer ces problèmes avec M. Nkurunziza tête-à-tête. Il a également, à cette occasion, renouvelé la volonté de l'ONU d'apporter au Burundi son aide dans le cadre d'un partenariat renforcé, notamment pour faciliter un règlement pacifique du conflit. « Nous devons cesser d'accorder la priorité à la gestion des crises et nous tourner vers une culture d'action proactive et de diplomatie préventive », a par ailleurs déclaré M. Ban, indiquant que ce sera son principal message lors du futur Sommet humanitaire mondial, qui aura lieu fin mai à Istanbul, en Turquie. Le chef de l'ONU a appelé les parties prenantes à la crise burundaise à s'asseoir à la table des négociations et à se comporter l'une envers l'autre comme des partenaires, tout comme, a-t-il confié, lors de la réunion qu'il avait lui-même convoquée la veille au soir, à laquelle ont assisté le parti au pouvoir et celui de l'opposition. « Rien n'empêche de continuer dans cette voie », a déclaré M. Ban, insistant sur l'esprit de dialogue dans lequel s'est déroulée cette réunion. Le Secrétaire général a par ailleurs salué la décision de M. Nkurunziza, prise au cours de son entretien dans la matinée, de mettre fin à la censure de certains médias ainsi qu'aux mandats d'arrêt, et de relâcher 1.200 personnes actuellement en détention. « C'est un pas dans la bonne direction », a déclaré le chef de l'ONU, tout en soulignant la nécessité de prendre des mesures supplémentaires. M. Ban a en outre indiqué que son Conseiller spécial pour le Burundi, Jamal Benomar, a déployé son équipe dans le pays et travaille avec le gouvernement afin d'instaurer un climat de dialogue inclusif. « Il faudra toute la détermination collective de tous les Burundais et de leurs partenaires régionaux et internationaux pour remettre le pays sur la voie de la paix, du développement et de la réconciliation », a déclaré le Secrétaire général. Suite à cette conférence de presse, M. Ban s'est envolé vers la province du Nord Kivu, en République démocratique du Congo, où il a effectué la visite d'un camp de personnes déplacées. Lors d'une conférence de presse organisée après sa visite du camp, le Secrétaire général s'est profondément ému par ce qu'il y a vu et entendu. Soulignant que le nombre de personnes déplacées dans le monde n'a jamais été aussi élevé, il a déclaré que la communauté internationale devait améliorer sa façon de fournir l'aide au développement et l'assistance humanitaire, afin de ne laisser personne de côté. Le chef de l'ONU a par la suite rencontré d'anciens enfants soldats réhabilités et s'est entretenu avec le Dr. Denis Mukwege, qui lui a rendu hommage pour son travail en faveur des femmes victimes de violence sexuelle, notamment dans la région du Sud Kivu. Le Secrétaire général devait ensuite de rendre dans la capitale Kinshasa, afin de participer le lendemain à la Conférence sur l'investissement du secteur privé dans la région des Grands Lacs.